

Série évaluation de programme par pays

Évaluation du programme de pays de la FAO au Burundi

2012-2018

Rapport de suivi

CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi				10/2022	
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	Impact ou changements résultant des mesures prises
<p>Recommandation 1.</p> <p>Le nouveau CPP offre une opportunité pour renforcer la cohérence des interventions et trouver un meilleur équilibre entre travail de terrain et appuis institutionnels. La FAO devrait profiter de cette opportunité pour renforcer son positionnement sur ce qui constitue le cœur de son mandat (c'est-à-dire le renforcement des capacités des acteurs nationaux, le dialogue sur les politiques de développement avec toutes les parties prenantes, l'analyse des contraintes et opportunités du secteur et l'assistance technique) et pour diversifier son appui institutionnel.</p>	<p>Partiellement acceptée</p>	<p>Le nouveau cadre de programmations pays 2019-2023, tel que conçu reflète un bon équilibre entre travail de terrain et les appuis institutionnels spécialement au MINEAGRIE qui est le Ministère sectoriel. En effet, la priorité 3 «Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles» montre très bien dans quelle mesure cette recommandation a été considérée dans la préparation du nouveau cadre. Toutefois, cet équilibre ne pourra être atteint que si la relation entre le gouvernement et certains grands donateurs du pays est améliorée et que les résultats des élections générales prévues en mai 2020 sont bons pour permettre un bon</p>	<p>Prise en compte de la recommandation lors de la préparation du nouveau cadre de programmation 2018-2023.</p> <p>Dans ce cadre de projets qui découlent du CPP, des actions visant le renforcement des capacités des acteurs nationaux, le dialogue sur les politiques de développement ont été multipliées notamment l'organisation du dialogue national sur les systèmes alimentaires conduit l'année dernière en appui au Gouvernement du Burundi, l'évaluation des systèmes alimentaires au Burundi qui a abouti au Profil des systèmes alimentaires au Burundi.</p> <p>Appui à l'accès par le gouvernement du Burundi au Financement du Fonds Vert Climat, le projet est en cours.</p> <p>Appui à l'élaboration des documents stratégiques sectoriels.</p> <p>Appui à redynamisation des groupes sectoriels Agriculture et développement Rural Provinciaux (GSADR).</p>	<p>Excellent</p>	<p>Le cadre de programmation pays 2019-2023 a un axe stratégique consacré au «Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles» du gouvernement et ses partenaires. De plus, au niveau des autres axes stratégiques, il est prévu des actions de nature à renforcer les capacités des acteurs nationaux. En effet, pour illustrer cette affirmation, nous vous présentons quelques exemples.</p> <p>L'année dernière, le bureau a appuyé l'Organisation du dialogue National sur les systèmes alimentaires qui a rassemblé tous les acteurs des différents maillons. A ce sujet, le bureau a appuyé le «Secrétariat permanent de la plateforme Multisectorielle de Sécurité alimentaire et Nutrition, SEP/PMSAN» dans la préparation de la note conceptuelle pour la mobilisation des ressources nécessaires pour l'organisation des ateliers nationaux et infranationaux de concertations, dans l'animation des ateliers et dans la préparation de la feuille de route pour l'amélioration des systèmes alimentaires au Burundi.</p> <p>A travers la mise en œuvre du projet GCP/BDI/040/GFF, la FAO Burundi a appuyé l'élaboration de deux documents importants : (i) <i>la Stratégie Nationale Forestière</i>» et la <i>Politique Nationale de l'Environnement</i>».</p> <p>Les Projets GCP/BDI/040/GFF & GCP/BDI/037/LDF prévoient la</p>

CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi				10/2022	
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			Impact ou changements résultant des mesures prises
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	
		<p>climat de mobilisation de ressources et une bonne mise en œuvre des projets et programmes qui découlent du nouveau CPP.</p>	<p>Appui à la gouvernance Nutrition et au renforcement des capacités du SEP/PMSAN.</p> <p>Appui au renforcement des capacités des membres du Codex Alimentarius.</p> <p>Appui au Renforcement des capacités du pays dans la conduite du recensement général de l'Agriculture et de l'Élevage (RGAE).</p> <p>Mise en œuvre de la phase préparatoire- action en cours.</p> <p>Appui du pays à l'adhésion de l'Initiative Main dans la Main – Action en cours.</p>		<p>redynamisation des Groupes Sectoriels Agriculture et développement Rural qui sont des cadres de coordination où tous les acteurs se rencontrent pour échanger sur les diverses interventions, les stratégies d'interventions pour l'harmonisation des approches, le développement des synergies.</p> <p>Le gouvernement du Burundi a sollicité l'appui de la FAO pour qu'il accède aux financements du Fonds Vert climat et le bureau en collaboration avec le point focal désignée par le siège de notre Organisations, Madame Peltier Maelle (OCBD) et un Readiness a été préparé et soumis au Fonds Vert Climat et le projet GCP/BDI/049/GCR «Renforcement des capacités des parties prenantes de la gestion durable des terres pour intégrer le changement climatique au Burundi et la mise à jour du programme pays» est en cours de mise en œuvre.</p> <p>Le bureau est en train d'appuyer le «Secrétariat permanent de la plateforme Multisectorielle de Sécurité alimentaire et Nutrition, SEP/PMSAN» dans l'actualisation de la cartographie des intervenants et leurs interventions dans le domaine de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition au Burundi en vue d'améliorer la Gouvernance de la Nutrition dans le pays. Cette initiative est appuyée par UN Nutrition basé au Siège.</p>

CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi				10/2022	
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			Impact ou changements résultant des mesures prises
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	
					<p>Le bureau a appuyé le gouvernement à adhérer à l'initiative Main dans la Main et un projet de Coopération technique (TCP) est en cours de finalisation pour démarrer la mise œuvre de cette initiative au Burundi. Le Bureau est en train de le faire avec l'appui du siège</p> <p>Le bureau à travers la mise en œuvre du projet GCP/GLO/893/MUL- Codex Trust Fund 2A – Burundi a contribué au renforcement des capacités des membres du Codex Forum National et des parties prenantes sur la plateforme du groupe de travail électronique (EWG), le Système de commentaire en ligne (OCS) et l'utilisation des outils du Codex tels que le site Web- La mise en œuvre du projet GCP/SFE/007/JPN «<i>Project Promoting Employment Opportunities and Agripreneurship among Youth and Women in Eastern Africa</i>» a permis renforcer les capacités de 4 associations de Jeunes Agripreneurs et 2 Institutions intervenant dans l'Agribusiness au Burundi.</p> <p>La mise en œuvre du projet TCP/BDI/3901 «Appui à la préparation du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE) du Burundi. Cette initiative va permettre au pays de réaliser pour la première fois dans son histoire, son premier recensement général de l'Agriculture et de l'Elevage – le projet va appuyer la mise en</p>

CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi					10/2022
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			Impact ou changements résultant des mesures prises
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	
					<p>œuvre de la phase préparatoire du RGAE- Renforcement des capacités de l'équipe nationale, acquisition du matériel et équipement pour réaliser le module de base, la préparation du projet principal pour la mobilisation des ressources après des PTF's (BAD, FIDA, UE, , etc.) ce qui permettra de réaliser mes modules complémentaires jusqu'en décembre 2026.</p> <p>En conclusion, des efforts ont été consentis par le bureau depuis l'évaluation du CPP 2012-2018 pour améliorer l'appui intentionnel au pays et pratiquement l'essentiel des projets du portefeuille du bureau comprends cet aspect de développement institutionnel et renforcement organisationnel et cela sera poursuivi à travers les initiatives futures.</p>
<p>Recommandation 2. Dans les projets mis en œuvre avec les communautés à la base, la FAO devrait se focaliser sur les projets de résilience à moyen terme, qui sont plus pertinents que les projets d'urgence dans le contexte du Burundi et davantage</p>	<p>Partiellement acceptée</p>	<p>Il est vrai les projets Agricoles d'urgence sont parfois difficiles à mettre en œuvre compte tenu de la courte période impartie à la mise en œuvre des activités du projet et eu égard à la rigueur des règles et procédures de l'organisation ainsi que le calendrier saisonnier qui doit être respecté</p>	<p>Presque tous les projets actuellement en cours sont des projets de résilience et développement à moyen termes. En effet sur un portefeuille de plus d'une dizaine de projets, il n'y a qu'un projet d'urgence récemment approuvé pour faire face à la Fièvre de la Vallée du Rift, tous les autres sont des projets de résilience et développement à moyen terme.</p> <p>Les approches «Champs Ecole paysan» et «Caisse de résilience»</p>	<p>Excellent</p>	<p>La recommandation a été mise en œuvre. En effet, à part le projet OSRO/BDI/200/CHA mise en œuvre dans le cadre de lutte et contrôle de la Fièvre de la Vallée du Rift qui est apparu au Burundi au premier trimestre de l'année en cours (2022), tous les autres projets sont des projets de résilience à moyen terme. L'approche «champs ecoles paysans» et «caisse de résilience» sont des approches largement appliquées par presque tous les projets qui interviennent en milieu rural. Nous pouvons entre autres citer les Projets UNJP/BDI/044/EC, GCP/BDI/040/GFF et le</p>

CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi					10/2022
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			Impact ou changements résultant des mesures prises
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	
conformes au mandat de développement de l'Organisation, et exploiter les acquis des Champs Écoles Producteurs et des Caisses de résilience		<p>pour avoir les résultats escomptés du projet et le manque de suivi des résultats après projet. Cependant, la plupart des projets que le bureau met en œuvre sont des projets conjoints dans la cadre de la mise en œuvre du l'UNDAF (ex. Fonds CERF, Projets PAM&FAO, etc.). De plus, le bureau a dans sa mission la mobilisation des ressources conformément à son mandat et aux besoins des communautés, il suggère plutôt que dans l'identification de nouvelles initiatives on puisse bâtir sur les résultats atteints par ce genre de projets dans l'esprit de consolider les acquis.</p> <p>Il faut noter que d'ores et déjà les approches «champs ecole paysan» et «caisse de résilience» sont en train d'être mis</p>	ont été mises à l'échelle à travers plusieurs projets en cours et clôturés.		<p>projet GCP/BDI/037/LDF, UTF/BDI/048/BDI, UTF/BDI/051/BDI et le projet TCP/BDI/3801.</p> <p>Il sied de noter que le Gouvernement veut développer une autre approche dit «Centre de rayonnement, Centre Naisseurs pour l'Elevage, Centres communaux de développement agro-pastoral» et voudrait que ce qui appris à travers mes CEP soit appliqué dans ces centres. Le bureau va en tenir compte dans la formulation des initiatives futures en vue d'appuyer les priorités du moment.</p>

CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi				10/2022	
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			Impact ou changements résultant des mesures prises
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	
		à l'échelle à travers plusieurs projets notamment à travers les 2 projets PRO-ACt, OSRO/BDI/702/UK, UNJP//BDI/044/EC, UNJP/BDI/042/CEF, etc. et			
Recommandation 3. Le Bureau de pays devrait rechercher une plus grande mutualisation des fonctions entre différents projets sous la forme d'une «approche programme» pour améliorer l'efficacité de la mise en œuvre et la rapidité d'exécution. Il est également indispensable de valider au plus vite l'organigramme du Bureau de pays afin de clarifier les rôles et les responsabilités de chacun, notamment au niveau des achats.	Acceptée	Le bureau est tout à fait d'accord avec la recommandation. En effet, le bureau a actuellement des programmes comme le programme de gestion durable des ressources naturelles, programme semences, Elevage, Sécurité alimentaire et nutritionnelle, Nutrition, etc. Le projet d'organigramme a été soumis au bureau régional pour analyse et les observations faites sont en train d'être intégrées et la structure amendée sera de nouveau envoyée au bureau Régional	Un grand effort de mutualisation a été consenti. En effet, le bureau conçoit ses interventions en termes de programme et volets: i) production agricole/référent technique-expert production agricole; ii) protection & gestion des ressources naturelles et environnementales/référent technique-expert en gestion des ressources naturelles; iii) élevage/ référent technique-expert élevage; iv) nutrition/référent technique-expert nutrition; v) renforcement des capacités/référent technique-expert champs écoles pays; vi) Pêches/référent technique-expert pêche et pisciculture; vii) statistique et suivi sécurité alimentaire/référent technique-expert statique et suivi sécurité alimentaire.	Bon	La recommandation a été mise en œuvre. En effet, l'organigramme du bureau a été revu et a été validé (voir en annexe) avec une ségrégation nette des tâches. Les postes de chargé des opérations et du responsable de achats ont été pourvus. Le Bureau a même bénéficié des appuis pour renforcer l'Unité Local d'achats (ULA). Un processus d recrutement d'un chargé des opération Fixed-Term est vers sa fin. Le bureau a entamé une démarche d'avoir un International Procurement Officer (IPO) a été entamée. Cela va permettre un traitement rapide notamment des dossiers des acquisitions qui prenaient un temps un peu plus long. Les rôles ont été clarifiés pour chaque poste et des référents techniques ont été mis en place pour les grandes thématiques d'interventions du bureau de la FAO Burundi. Nous pouvons citer : (i) Expert en Productions agricoles (Crop Office), (ii) Expert Elevage, (iii) Expert en Nutrition, (iv) Expert suivi-Sécurité alimentaire et Nutrition, (v) Expert

CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi				10/2022	
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	Impact ou changements résultant des mesures prises
		pour validation. Il tient compte de cette recommandation de mise en place des programmes structurants	<p>Ces référents techniques apportent leurs expertises dans la mise en œuvre du programme du Bureau chacun selon son domaine.</p> <p>De plus, au niveau des achats, l'Unité Locale d'achat (ULA) a été renforcée par le recrutement d'une consultante International ce qui a permis de répondre aux besoins notamment des saisons agricoles dans les délais (exemple les saisons 2022A, B & C et 2023A et les commandes pour la saison 2023B sont en cours de finalisation).</p> <p>Le personnel d'appui/assistants est au services des projets selon une répartition bien claire (suivi FPMIS, suivi budgétaire rapports et financiers, finance, TVA, ressources humaines, voyages, etc.).</p> <p>Bref, l'Organigramme a été élaboré et validé avec les cahiers de charge pour chaque poste.</p>		<p>Environnement et Gestion Durable des ressources Naturelles (GDRN), etc.</p> <p>Il y a eu mutualisation des ressources humaine. En effet, il y a une équipe d'Assistants qui constitue un pool d'appui à la mise en œuvre du Programme/Projets du bureau (FPMIS, Suivi budgétaire, Voyages nationaux et internationaux, les Ressources humaines, Logistiques, TVA, etc.). Il en ait de même pour la gestion du matériel roulant. Il est acheté sur les projets mais son utilisation doit tenir compte des besoins exprimés et sur base du plans de mission consolidés et mis sous la responsabilité de l'Assistant Logistique.</p>
Recommandation 4. La FAO devrait faire un plaidoyer auprès du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers du Burundi	Acceptée	Cette recommandation est aussi la préoccupation du gouvernement du Burundi et le bureau est disposé à appuyer davantage le pays pour que le secteur agricole	Alors que le pays était encore sous sanction avec réduction très sensible d'aides directes au fonctionnement du Gouvernement, la FAO est restée tout près et a poursuivi ses appuis au Burundi conformément à son mandat jusqu'à la nouvelle législature en	Bon	<p>Il faut affirmer que le secteur Agricole fait actuellement partie des grandes priorités du Gouvernement du Burundi.</p> <p>En effet, le Gouvernement en place depuis juin 2020 a mis l'agriculture parmi les grandes priorités nationales. D'ailleurs l'année 2022 a été déclarée l'année de l'Agriculture.</p>

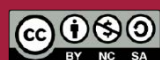
CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi				10/2022	
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			Impact ou changements résultant des mesures prises
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	
afin que le secteur agricole, principale source de revenu pour le pays et pour les agriculteurs, soit mis au centre des préoccupations et de l'action gouvernementale, et puisse redevenir compétitif au sein de la sous-région.		qui est le poumon de l'économie nationale soit financé et redynamisé. Toutefois, il y a des préalables notamment l'amélioration des relations entre les Etats de la sous-région et par conséquent le climat des affaires. De plus, le problème de pénurie de devise auquel le pays fait face aujourd'hui risque de retarder la concrétisation de cette recommandation pourtant très importante pour le décollage économique du pays.	juin 2020. Les nouvelles autorités du pays ont alors déclaré le secteur agricole comme domaine prioritaire et ont consenti les moyens en conséquence avec comme slogan «Que chaque bouche ait à manger et chaque poche ait de l'argent» et l'année 2022 a été déclarée l'année de l'Agriculture – Plus de 80 milliards ont été alloués à ce secteur.		<p>A titre d'illustration la loi portant fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 2022-2023 a été analysé et adopté, le mardi 21 juin 2022, par les députés lors de la séance plénière. Parmi les grandes allocations prioritaires retenues dans le budget, il y a, entre autres, l'agriculture et l'élevage pour un montant de 80 milliards de Fbu; les infrastructures économiques et sociales pour un montant additionnel de 280 milliards de Fbu; la digitalisation des services publics et des finances publiques pour un montant de 32 milliards.</p> <p>La levée des sanctions imposées au gouvernement du Burundi suite à la crise de 2015 et la normalisation des relations avec les principaux Partenaires au Développement du pays va sans nul doute d'apporter des appuis remarquables au secteur agricole qui est le poumon de l'Economie du Pays.</p> <p>La normalisation des relations avec les pays voisins en l'occurrence avec le Rwanda au Nord dont les frontières étaient fermées depuis 2016 va permettre l'amélioration des échanges commerciaux dans la sous-région</p> <p>En conclusion, le nouveau gouvernement attache une grande importance au secteur agro-sylvo pastoral et les moyens y alloués sont conséquents et tous les acteurs ont un plan D'action Annuel (PAA) sous la coordination du Ministère de</p>

CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi					10/2022
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			Impact ou changements résultant des mesures prises
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	
					l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (MINEAGRIE).
Recommandation 5. En termes d'équité sociale, l'évaluation recommande au Bureau de pays de travailler en se basant sur les besoins, les forces et les stratégies spécifiques des femmes et des jeunes, et d'aborder davantage les questions structurelles liées au genre, par exemple le contrôle des ressources productives telles que le foncier. En outre, une attention plus importante doit être portée à l'inclusion des populations Twa dans les projets, par exemple en appuyant davantage leurs organisations paysannes	Acceptée	Le bureau est en train de fournir des efforts dans le sens d'asseoir l'équité «genre». En effet, la coordination des agences (RC) a demandé à toutes les agences du SNU d'adopter la stratégie «Genre» de l'ONU Femmes et sa mise œuvre sera évaluée et cette recommandation sera prise en compte notamment à travers les processus de recrutement des équipes des projets et du nouveau staff du bureau actuellement en cours et futur. De plus, une attention particulière sera désormais accordée aux peuples autochtones dans les zones d'intervention de la FAO Burundi	La prise en compte de l'équité genre est une réalité dans la mise en œuvre des programmes et projets du bureau (56% femmes et 44% en moyenne dans les groupes champs écoles paysans/CEP et dans les caisses de résilience; CdR). Quelques membres des CEP&CdR ont pu acquérir des actifs productifs y compris l'achat des parcelles propres à eux ou elles. Les programmes et projets en cours prennent en compte cette catégorie défavorisée par la notamment la signature des accords avec les Associations des Batwa dans la mise en œuvre de certaines activités spécifiques à cette catégorie notamment « <i>l'Association pour le Développement et la Réintégration des Peuples Autochtones et Locales (ADRSEPAL)</i> » pour réaliser l'étude intitulée «Consultation des Batwa dans la zone d'intervention du projet en vue d'aboutir au Consentement Préalable, Donné librement et en Connaissance de Cause» dans la zone d'intervention du projet.	En progression	La recommandation a été partiellement réalisée. En effet, quoique la prise en compte de l'équité genre soit une réalité dans la mise en œuvre des programmes et projets du bureau (56% femmes et 44% en moyenne dans les groupes champs écoles paysans /CEP et dans les caisses de résilience ; CdR), force est de constater qu'il y a encore des faiblesses au niveau de la réflexion stratégique sur comment aller plus loin dans l'implication des femmes et des jeunes dans un contexte burundais de rareté de terres où les jeunes et les femmes ont peu ou pas d'accès à la ressource «terres». Toutefois, il est important de noter que certains membres féminins des Associations villageoises d'Epargne et de Crédits (AVEC) suite aux gains obtenus grâce à l'approche «Caisse de résilience», elles ont pu acheter des terrains et développer des Activités génératrice des revus. Cette approche est étendue dans d'autres régions du pays. Pour la catégorie des Batwa, les initiatives en cours prennent en compte cette catégorie défavorisée et le bureau a même signé des accords avec les Associations des Batwa dans la mise en œuvre de certaines activités spécifiques aux Batwa notamment

CPP Burundi 2012-2018 – Rapport de Suivi				10/2022	
Recommandations	Response de la Direction Acceptée, Partiellement acceptée or Rejetée	Management plan			Impact ou changements résultant des mesures prises
		Mesure convenue dans la Réponse de la Direction	Mesures prises réellement, ou raisons expliquant pourquoi les mesures n'ont pas été prises	Note MAR	
spécifiques, comme prévu par la politique de la FAO sur les peuples autochtones.			Toutefois, nécessité mener de réflexions stratégiques pour voir comment aller plus loin dans l'implication des femmes et des jeunes dans un contexte burundais de rareté de terres où les jeunes et les femmes et les Batwa ont peu ou pas d'accès à la ressource «terres».		<p>l'Association pour le Développement et la Réintégration des Peuples Autochtones et Locales (ADRSEPAL) pour réaliser l'étude intitulée «Consultation des Batwa dans la zone d'intervention du projet en vue d'aboutir au Consentement Préalable, Donné librement et en Connaissance de Cause» dans la zone du projet dans le cadre des projets GCP/BDI/040/GFF et GCP/BDI/037/LDF.</p> <p>Le bureau est en train de négocier et de préparer un Readiness à soumettre au Fonds Vert Climat sur les systèmes alimentaires en faveur des Batwa. Il est en contact avec l'Autorité National Désigné pour la formulation de cette initiative.</p>

Bureau de l'évaluation
E-mail: evaluation@fao.org
Adresse: www.fao.org/evaluation

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome, Italie



Certains droits réservés. Cette oeuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO.